

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Campagne acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Contrôle visuel du mat	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Coordonnées de l'installation	Autre du 02/08/2006	Sans objet
5	Conformité des mesures ERC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité, dans un délai de 2 mois, à :

- fournir le rapport de campagne acoustique (qui aurait dû l'être dès 2017), et si aucune campagne n'a été menée, l'exploitant la débiter sous 2 mois ;
- fournir les preuves de dépôt de données relatives aux études écologiques de 2016, 2017, 2020 sur la plateforme DEPOBIO
- se positionner quant aux mortalités constatées sur les parcs de Cernon 3, 4 et 5, et justifier en conséquence de la date de tenue des prochaines études.
- Justifier les origines des fuites d'huile constatées sur les éoliennes E09 et E08, ainsi que les mesures prévues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Campagne acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la réglementation liée au bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.
Constats : Une première visite d'inspection du parc éolien a été réalisée, par l'Inspection des Installations Classées, le 24 juillet 2015. Suite à cette visite, et comme demandé par lettre préfectorale du 10 septembre 2015, l'exploitant devait transmettre le rapport d'étude acoustique (étude non réalisée à date de la visite d'inspection de 2015, et budgétée selon les dires de l'exploitant pour l'année 2016). Au jour de l'inspection du 18/04/2024, l'exploitant n'a pas été en capacité de préciser si cette étude a été réalisée ou non. Si l'étude précitée a été réalisée, l'exploitant est invité à communiquer ses résultats à l'Inspection des Installations Classées et à défaut de commander la réalisation d'une telle étude dans un délai de 2 mois à réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Coordonnées de l'installation

Référence réglementaire : Autre du 02/08/2006
Thème(s) : Situation administrative, Coordonnées de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée conformément aux modalités du permis de construire délivré le 02/08/2006.
Constats : L'inspection des Installations Classées a effectué une seconde visite d'inspection du parc éolien le 26 mai 2021. Suite à cette visite, il a été demandé à l'exploitant (par lettre préfectorale du 01 juin 2021) de fournir un relevé en coordonnées lambert de chacune des machines constituant le parc éolien, relevé devant être réalisé par un géomètre expert agréé. Suite à la visite d'inspection du 18/04/2024, l'exploitant a transmis un relevé des coordonnées des machines. Ce relevé a été réalisé par le cabinet d'experts géomètres TERRA, le 02/07/2021. L'inspection des Installations Classées considère donc comme clôt sa demande du 01 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. [...]</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a réalisé un premier suivi environnemental durant les années 2016 et 2017. Ce suivi a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none">• le maintien des principaux corridors de migration et des principaux stationnements notés autour du site d'implantation identifiés en 2004 et 2005,• une mortalité plus chronique du Faucon crécerelle sur l'éolienne CER1 (3 cas documentés sur la période) probablement liée à la situation de l'éolienne en tête de vallon et la nature des parcelles agricoles autour. <p>L'exploitant a ensuite réalisé de nouveaux suivis pour les parcs voisins de Cernon 4 et 5 durant les années 2017 et 2018. Ces suivis de mortalités ont permis d'identifier 5 cadavres de chauves-souris et 13 d'oiseaux entre la fin du mois de juillet et le début du mois de novembre sur un total de 7 éoliennes.</p> <p>Face à ces constats, un suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères a été reconduit en 2020 sur ces mêmes parcs éoliens de Cernon 4 et 5 (voisins du parc éolien de Cernon 2). 6 cas de mortalité de chiroptères (4 Noctules communes et 2 Pipistrelles communes) et 5 cas de mortalité d'oiseaux (2 Milans noirs, 2 Buses variables, 1 Faucon crécerelle) furent recensés de mai à fin octobre 2020.</p> <p>La concentration des cas de mortalité de chauves-souris en août et septembre indique une sensibilité plus élevée en période d'émancipation des rapaces diurnes et de transit automnal des chauves-souris.</p> <p>La mortalité élevée de rapaces diurnes et notamment de Milan noir est probablement liée à la présence de parcelles de luzerne attractives à proximité immédiate des éoliennes et à une prolifération d'espèces proies au sein de celles-ci.</p> <p>Un système d'enregistrement permettant la réalisation d'une étude a été positionné sur le parc éolien de Cernon 3 (également voisin du parc éolien de Cernon 2). Ce suivi s'est réalisé de la semaine 20 à la semaine 43 (soit du 19 mai au 28 octobre), permettant de couvrir une période de 24 semaines. Le suivi a été réalisé conformément au protocole reconnu par le ministère.</p> <p>En ce qui concerne le parc éolien de Cernon 2, aucun cadavre de chiroptère n'a été trouvé en 2021, aucun cadavre d'oiseau n'a été retrouvé autour des éoliennes du le parc.</p> <p>En revanche, les éoliennes des parcs Cernon 3 et Cernon 4/5, à proximité immédiate des éoliennes de Cernon 2, ont causé plusieurs cas de mortalité, tant sur les oiseaux que sur les chiroptères.</p> <p>L'étude écologique conclue donc à la nécessité de réaliser une l'étude de l'activité acoustique des chauves-souris à hauteur de nacelle.</p> <p>Au jour de l'inspection du 18/04/2024, l'exploitant précise qu'aucune étude d'activité n'a été menée suite au précédent suivi, et que les prochaines études sont prévues dans le cadre des suivis décennaux, à savoir en 2028.</p>

<p>Aucun impact n'a été mis en exergue sur le parc éolien de Cernon 2 durant la dernière étude de mortalité menée, ce qui peut expliquer et justifier du non reconduit d'une nouvelle étude sur ce parc.</p> <p>Toutefois, et comme en atteste les conclusions de la dernière étude menée, il pourrait être pertinent de mener une étude d'activité et de mortalité chiroptérologique sur les parcs voisins de Cernon 3 et Cernon 4 et 5, concernés par de la mortalité, et ce avant les prochaines études décennales.</p> <p>Ainsi, l'exploitant est invité à se positionner quant aux mortalités constatées sur les parcs de Cernon 3, 4 et 5 dans un délai de 2 mois, et à justifier des prochaines études qui seront menées.</p>
Type de suites proposées : Suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé sur la plateforme DEPOBIO les données relatives au suivi réalisé durant l'année 2021, mais n'a pas déposé celles relatives aux suivis précédents.</p> <p>Il est invité à le faire dans un délai de 2 mois à compter de la présente visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conformité des mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Mesures correctives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant même la mise en service du parc éolien, l'exploitant a entamé la mise en place de mesures de compensation.</p> <p>A cet effet, il a conventionné avec les propriétaires terriens locaux la mise en place de parcelles de jachères et de haies, de manière globale pour son ensemble de parcs composé des parcs éoliens de Vents de Cernon, Cernon 2, 3, 4 et 5. Ces mesures de compensations bénéficient donc au parc éolien de Cernon 2.</p> <p>Au total, c'est plus de 1,3 ha de jachère mis en place pour l'unique parc de Cernon 2, et 4 à 5 km</p>

de haies reconstitués pour l'ensemble du pôle éolien précité.
Ces mesures ERC semblent cohérentes au vu des résultats des suivis environnementaux et suivis de mortalités menées, ainsi que des doctrines quantitatives de compensation. L'inspection des Installations Classées a pu constater, par échantillonnage, le bon déploiement des mesures de compensations prévues par l'exploitant.
L'inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle visuel du mat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Autre, Contrôle visuel
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après la mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle de l'aérogénérateur consistant en un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât. [...]
Constats : En se rendant sur le parc éolien de Cernon 2, l'Inspection des installations classées a constaté des traces de fuites d'huile provenant de la nacelle des éoliennes E09 et E08. L'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none"> • avoir connaissance du problème, • qu'un nettoyage a déjà été réalisé en 2023 par l'équipe de maintenance, mais que ce dernier n'a pas été efficace • qu'il espère que cette même équipe de maintenance puisse réaliser à nouveau un nettoyage durant le mois de mai. L'inspection des installations classées note que l'exploitant a mis en œuvre les mesures permettant de nettoyer les éoliennes. Or, il est demandé à l'exploitant de justifier l'origine de ces fuites, et de détailler les mesures prévues ou mise en œuvre pour éviter que ce problème ne se reproduise. Un délai de 2 mois est donné à l'exploitant pour communiquer à l'inspection des installations classées les premiers éléments de réponse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Annexe : Planche photographique



